





**→ Vérification du critère communautaire lié à l'amélioration du niveau global des résultats de l'exploitation à partir des résultats prévisionnels (cadre obligatoire)**

**Pour une exploitation :**

(en euros)	Valeur de l'année précédente	Valeur prévisionnelle après réalisation du projet (en année de croisière)
Annuité emprunts moyen et long terme de l'exploitation		
Produit d'exploitation : ventes + primes		
Si vous avez une comptabilité : excédent brut d'exploitation (EBE)		
Si vous n'avez pas de comptabilité : solde d'exploitation (recettes – dépenses)		

**Pour une entreprise :**

(en euros)	Valeur de l'année précédente	Valeur prévisionnelle après réalisation du projet (en année de croisière)
Capitaux propres (cad capital social + réserves)		
Capitaux permanents (cad capital emprunté à moyen et long terme)		
Immobilisations		

**Autres critères d'appréciation du projet pour lequel la demande de subvention est présentée :**

**Toutes Activités :**

- Nombre d'UTH : avant projet : \_\_\_\_\_ après projet : \_\_\_\_\_

- Votre projet a-t-il pour effet de réduire la pénibilité du travail ou des temps de travaux ?

oui  non Temps de travail gagné estimé (en heures/jour) :

- Avez vous souscrit des mesures agro-environnementales dont le contrat est encore en cours à ce jour ou envisagez-vous de souscrire de nouvelles MAE territorialisées (MAET) ?

oui  non Si oui précisez l'année et le type de mesure :

- Votre projet est-il intégré dans une démarche globale de type diagnostic agro-environnemental ?

oui  non Si oui précisez :

- Après réalisation de votre projet, les fosses de stockage des effluents (purin, lisier, eaux blanches et vertes) seront-elles couvertes, le cas échéant ?

oui complètement  oui partiellement  non

Si oui, un système de récupération des émissions de gaz à effet de serre est-il prévu :  oui  non





## ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

**Je demande (nous demandons) à bénéficier des aides au titre du dispositif 125 C2 « soutien à d'autres infrastructures du secteur agricole, aides aux investissements collectifs de prévention de la pollution des eaux »**

**Je déclare (nous déclarons) et atteste (attestons) sur l'honneur :**

- ne pas avoir commencé l'exécution de ce projet **avant la date de dépôt de la présente demande d'aide**,
- ne pas avoir sollicité une aide autre que celles indiquées sur ma demande sur le même projet et les mêmes investissements,
- avoir pris connaissance des points de contrôle, des règles de versement des aides et des sanctions encourues en cas de non-respect de ces points,
- l'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes concernant ma (notre) situation et concernant le projet d'investissement,
- être à jour de mes cotisations sociales et fiscales (y compris redevance émise par l'Agence de l'eau), ou bénéficier d'un accord d'étalement,
- n'avoir fait l'objet d'aucun procès-verbal dressé dans l'année civile qui précède la date de dépôt de ma demande au titre des points de contrôle des normes minimales attachées à l'investissement aidé,
- le cas échéant, avoir obtenu de la part du propriétaire du terrain sur lequel la ou les implantations sont projetées, l'autorisation de réaliser ces aménagements (travaux exécutés sur le site de l'exploitation) en application de l'article L 411-73 du code rural,
- Que ma société / mon exploitation / mon entreprise / mon site de production **ne relève pas** des installations classées,
- Que ma société / mon exploitation / mon entreprise / mon site de production **relève** de la réglementation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'environnement, et a dûment fait l'objet, selon le cas, d'une déclaration en préfecture, ou d'une décision d'autorisation d'exploiter délivrée par la préfecture,
- avoir pris connaissance que ma demande d'aide sera sélectionnée par appel à candidature et pourra être rejetée au motif que le projet ne répond pas aux priorités ou critères définis régionalement et/ou au motif de l'indisponibilité de crédits affectés à cette mesure
- avoir pris connaissance que ma demande sera rejetée en l'absence de réponse de l'autorité compétente au-delà du délai de six mois à compter de la date à laquelle mon dossier est réputé complet.

**Je m'engage (nous nous engageons) à**

- à respecter les règles en matière de date de début d'éligibilité rappelées dans la notice,
- à détenir, conserver, fournir tout document ou justificatif permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération, demandé par l'autorité compétente, pendant 10 années à compter de la date de signature de la décision d'octroi de l'aide,
- à permettre / faciliter l'accès à mon exploitation / entreprise / ma structure aux autorités compétentes chargées des contrôles pour l'ensemble des paiements que je sollicite pendant 5 ans à partir du paiement du solde,
- à informer le guichet unique de toute modification de ma (notre) situation, de la raison sociale de ma (notre) structure, de mon(notre) projet ou de mes (nos) engagements ,
- à me soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place qui pourraient résulter de l'octroi d'aides nationales et européennes,
- à ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits - nationaux ou européens -, en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet »,
- à apposer sur mon bâtiment une plaque explicative lorsque l'action menée implique un investissement d'un montant total supérieur à 50 000 euros, à installer un panneau sur les sites des infrastructures dont le coût total dépasse 500 000 euros. Cette plaque explicative / ce panneau comprennent : le logo européen, la mention : « Fonds européen agricole pour le développement rural : l'Europe investit dans les zones rurales », ainsi qu'une description du projet. Ces éléments relatifs à la publicité de la participation européenne doivent occuper 25 % de la plaque (le modèle est disponible sur le site [feader.rhone-alpes.agriculture.gouv.fr](http://feader.rhone-alpes.agriculture.gouv.fr)),
- à maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique les investissements ayant bénéficié des aides pendant une durée de cinq ans à compter de la date de signature de la décision d'octroi de la subvention ; s'agissant de matériel, à ne pas revendre le matériel subventionné pendant une durée de cinq ans à compter de la date de signature de la décision d'octroi de la subvention ;
- à respecter les normes minimales dans le domaine de l'environnement, de l'hygiène et du bien-être des animaux attachées à l'investissement objet de l'aide,
- fournir des données complémentaires à la DDT, à sa demande pour renseigner les indicateurs d'évaluation 2014-2020 »

**Je suis informé(e) (nous sommes informés)** qu'en cas d'irrégularité ou de non-respect de mes (nos) engagements, le remboursement des sommes perçues sera exigé, majoré d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.

**Je suis informé(e)** que, conformément au règlement communautaire n°1306/2013 du 17 décembre 2013 et aux textes pris en son application, l'Etat est susceptible de publier une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide FEADER ou FEAGA. Dans ce cas, mon nom (ou ma raison sociale), ma commune et les montants d'aides perçus par mesure resteraient en ligne sur le site internet du Ministère en charge de l'agriculture pendant 2 ans. Ces informations pourront être traitées par les organes de l'Union Européenne et de l'Etat compétents en matière d'audit et d'enquête aux fins de la sauvegarde des intérêts financiers de l'Union. Conformément à la loi « informatique et libertés » n° 78-17 du 6 janvier 1978, je bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me concernant.

## LISTE DES PIÈCES JUSTIFICATIVES A FOURNIR A L'APPUI DE VOTRE DEMANDE

Pièces	Type de demandeur concerné	Pièce jointe	Pièce déjà fournie au guichet unique	Sans objet
Exemplaire original de la demande complété et signé (avec ses annexes)	Tous	<input type="checkbox"/>		
Pièces justificatives des dépenses prévisionnelles (Devis estimatifs détaillés des travaux ou investissements, attestation, ...)	Tous	<input type="checkbox"/>		
Relevé d'identité bancaire (ou copie lisible) <sup>(1)</sup>	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Certificat d'immatriculation indiquant le SIRET ou le n°PACAGE	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Copie de la carte d'identité	si vous n'avez pas de N° PACAGE	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Délibération de l'organe compétent approuvant le projet et le plan de financement et autorisant le maire ou le président à solliciter une subvention	Collectivité, établissement publics, associations, ...	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
L'acte d'approbation ou convention constitutive du GIP	Groupement d'intérêt public	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Preuve de l'existence légale (K-bis, inscription au registre ou répertoire concerné)	Société ou entreprise privée	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Présentation de la structure demandeuse	Société ou entreprise privée	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Récépissé de déclaration en préfecture <sup>(1)</sup>	<b>Pour les associations</b>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Délibération de l'organe compétent approuvant le projet et le plan de financement	<b>Pour les associations</b>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Les statuts déposés ou approuvés en un seul exemplaire. Et pour une subvention supérieure à 23 000 € : les derniers comptes annuels approuvés (compte d'exploitation et bilan) et le rapport d'activité.	<b>Pour les associations</b>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
En cas d'acquisition immobilière : un titre de propriété et un document justifiant du titre onéreux si le titre ne le précise pas	Si nécessaire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Arrêté de permis de construire ou déclaration de travaux	Si nécessaire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Plan de situation et plan de masse des travaux	Si nécessaire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Plan des aménagements intérieurs	Si nécessaire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Plan avant travaux et après travaux	Si nécessaire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autorisation du propriétaire	Si nécessaire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Expertise de dimensionnement des ouvrages de stockage des déjections avant projet	Pour les dispositifs concernant l'activité animale, l'obligation d'être conforme en matière de gestion des effluents est un critère d'accès en ZV et un engagement.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Expertise de dimensionnement des ouvrages de stockage des déjections après projet		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Tout document prouvant que le demandeur a obtenu la participation de financeurs, si l'usager a demandé et obtenu des subventions d'autres financeurs sans utiliser le présent formulaire				
Autres pièces à préciser		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>





ANNEXE 1  
**PRESENTATION DETAILLEE DU PROJET**

*Vous pouvez joindre tout document (technique, publicitaire ou commercial)*

- Intitulé, contexte, objectifs
- Rubrique à renseigner dans tous les cas

**1- BENEFICIAIRES (s'ils sont différents ou plus nombreux que le demandeur)**

- identification individuelle de chaque bénéficiaire (et surface individuelle concernée par le projet) :
  
- nombre de structures dans la démarche (et surface totale concernée par le projet)

**2- DIAGNOSTIC**

**Enjeux de l'opération et impacts attendus :**

- présenter le territoire retenu avec entre autre sa surface totale, sa SAU (si projet agricole), le nombre de personnes totales potentiellement concernées,
- présenter les pratiques globales du territoire vis-à-vis de l'enjeu concerné, identifier et quantifier les pratiques à risque que l'on souhaite améliorer et l'impact attendu sur la qualité de l'eau

**Liste des communes ou annexe cartographique, plan cadastral et numéro cadastral des parcelles concernées.**

Investissements projetés		Indicateurs
<b>TOTAL</b>		

### DESCRIPTIF TECHNIQUE DE L'OPERATION

### INDICATEURS D'IMPACT SUR LA QUALITE DE L'EAU

Exemples :

- **indicateur de réponse** (si techniquement possible et pertinent) avec par exemple suivi de la qualité de l'eau avant/après
- **indicateur de pression (obligatoire)** : quantité d'intrants en moins au milieu ; % de surface ou linéaire engagé sur le potentiel ; % de personnes engagées sur le potentiel ; % des réseaux d'irrigation en mauvais état restaurés...

**ANNEXE 2**  
**INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES À FOURNIR POUR UNE ASSOCIATION**

Pour un renouvellement, ne compléter que les informations nouvelles ou nécessitant une mise à jour.

**PRÉSENTATION DE VOTRE ASSOCIATION**

---

**1 / Renseignements d'ordre administratif et juridique**

Déclaration en préfecture : le \_\_\_\_\_ à : \_\_\_\_\_  
Date de publication au Journal officiel : \_\_ / \_\_ / \_\_\_\_

**Objet de votre association :**

**Votre association dispose-t-elle d'un agrément administratif ?**

oui, en ce cas vous préciserez le(s)quel(s) :  
non

Type d'agrément : \_\_\_\_\_  
attribué par : \_\_\_\_\_ en date du : \_\_\_\_\_

**Votre association est-elle reconnue d'utilité publique ?**    oui        non

**Votre association dispose-t-elle d'un commissaire aux comptes ?**    oui        non

**Composition du bureau et du conseil d'administration :**

## 2 / Renseignements concernant le fonctionnement de l'association

### Description du projet associatif et des activités habituelles de l'association :

### Moyens humains de l'association

Vous indiquerez le nombre de personnes participant à l'activité de votre association, tant de manière bénévole que rémunérée. S'agissant des personnes salariées, vous indiquerez le nombre de CDI, d'une part, et les personnes à temps partiel, d'autre part.

**Nombre total de bénévoles :** \_\_\_\_\_

**Nombre total de salariés permanents :** \_\_\_\_\_

**Autres informations pertinentes concernant les moyens humains, que vous souhaitez indiquer :**

Dans tous les cas, si le dossier n'est pas signé par le représentant légal de l'association vous devez joindre le pouvoir de ce dernier au signataire.

*\* **IMPORTANT** : la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 rend obligatoire la transmission d'un compte-rendu financier à l'administration qui a versé la subvention dans les 6 mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée, y compris dans le cas où le renouvellement de la subvention n'est pas demandé.*

-----